



COMUNDAI OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

PROCHAINE PARUTION
LE SAMEDI 17 AOUT 1985

SAMEDI 3 AOUT 1985

N° 312

PRIX ANTILLES : 2 F 50
FRANCE : 3 F

Editorial

CINQ CHAUDES JOURNEES QUI ONT FAIT TREMBLER LE COLONIALISME

LUNDI 22 JUILLET :

21 organisations politiques, associations, syndicats, se rencontrent pour décider d'une action commune pour exiger la libération immédiate et sans condition du militant indépendantiste G. Faisans en grève de la faim depuis le 3 juin 1985.

Près d'un mois plus tôt, un meeting unitaire avait été organisé et environ 500 militants et sympathisants s'étaient retrouvés devant la place de la mairie de Pointe-à-Pitre pour réclamer la libération de Faisans.

Entre temps, les militants du MPGI, organisation dont G. Faisans est responsable dans l'émigration, des sympathisants, des membres du Groupe Parents et Amis des emprisonnés politiques (GPA) avaient continué l'agitation pour réclamer la libération de Faisans : prises de paroles, distributions de tracts, campagne de graffitis, conférence de presse, etc...

Le dimanche 21 juillet, le prêtre Chérubin Céleste et deux femmes entamaient à leur tour une grève de la faim.

MERCREDI 24 JUILLET

C'est le jour fixé par les organisations réunies le 22 pour amplifier l'action.

Au petit matin, des barrages sont dressés par des petits groupes de militants, aux différentes entrées de Pointe-à-Pitre.

A 7 h, la ville est bloquée.

Rapidement, des jeunes, des travailleurs, viennent rejoindre les militants qui avaient débuté l'action.

Ils sont présents. Ils renforcent les barrages avec des carcasses de voitures, des fils de fer, jettent un arbre, vont chercher du matériel.

Ils suivront les forces de police jusqu'au pont de la Gabarre en leur lançant des pierres. Celles-ci se retrouvent coincées entre les militants qui bloquent le pont et ces manifestants en colère. Cela va occasionner en début d'après-midi la première charge de police où tous verront que le gouvernement a peur de l'ampleur que prend le mouvement et a choisi la force.

Aux environs de 17 H. Autour de tous les barrages, de nombreuses personnes viennent discuter, soutenir, participer à l'action. Elles disent que la condamnation de Faisans est injuste, raciste. Elles parlent aussi de leur situation de tous les jours. «Il n'y a pas de travail», «la vie est de plus en plus chère». «Il y a trop d'injustice». Elles disent aussi qu'il faut maintenir l'action jusqu'à la libération de Faisans.

Lorsque des charges de forces de répression vont se faire contre certains barrages, à Vieux Bourg Abymes, au Rond

(Suite page 2)

DU 24 AU 29 JUILLET UN MOUVEMENT PARTI DE PLUSIEURS ORGANISATIONS QUI S'EST TRANSFORME EN FORCE PAR L'INTERVENTION DES MASSES PAUVRES

Cinq jours de manifestations et de grèves ont eu raison de la justice coloniale. Georges FAISANS a été libéré !

Le peuple des quartiers populaires, la jeunesse, les pauvres, ont contraint l'administration à reculer et la brèche qui vient de s'ouvrir dans le système de l'administration coloniale sous les coups de boutoirs de ces cinq journées de manifestation ne peut que s'élargir à l'avenir.

Pour des milliers de Guadeloupéens, pour ce peuple noir, gouverné, dirigé, dominé par un pouvoir blanc, c'est un peu la revanche.

La revanche sur l'oppression raciale, sur le racisme officiel, sur l'arrogance et la morgue coutumières des Blancs sûrs de leur pouvoir.

Aujourd'hui, les nègres leur ont fait mordre la poussière en une première bataille. Et cela réjouit tout un peuple.

Et il a raison de se réjouir de cela et de la libération de FAISANS. Celui-ci est devenu le symbole de cette victoire sur le pouvoir blanc.

Désormais, une grande confiance habitera ce peuple Noir car il sait qu'il pourra infliger d'autres défaites au colonialisme et celles-la plus graves, plus définitives.

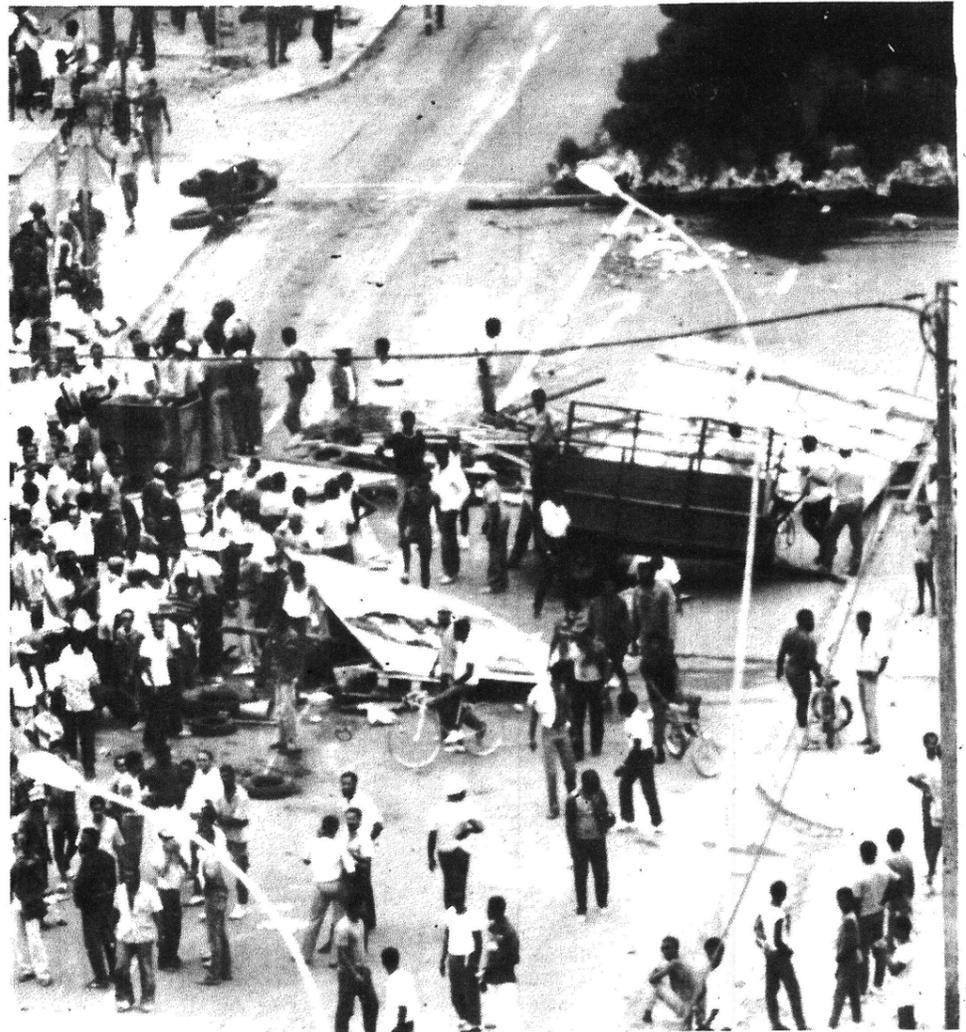
Et si toute la population noire, des pauvres aux notables et mêmes à certains riches a voulu, souhaité la libération de FAISANS, ils ne l'ont pas tous fait ni pour les mêmes raisons, ni par les mêmes moyens. Certains notables de l'église et de la politique ont eu la possibilité de réclamer la libération de FAISANS à la télévision et pour «préserver la paix sociale». . . donc par peur de la lutte populaire !

Mais c'est la lutte des Noirs pauvres et des jeunes en particulier, c'est leur détermination qui ont été les facteurs déterminants dans la lutte sur les «barrages».

Engagée par le Comité de coordination des 20 organisations, la lutte a été carrément portée en avant par le peuple des pauvres.

Certes le fait que les principaux courants politiques populaires se soient unifiés (hormis le PCG) pour déclencher cette lutte a joué un rôle dans l'apparition et l'intervention de plus en plus pressante des pauvres dans le combat.

Les pauvres ont senti que ce com-



Carib photo press

bat pouvait aboutir s'ils y mettaient leurs forces, et dès lors les troupes de répression coloniales et leur état major se sont trouvés devant une immense tâche : affronter la colère et la détermination des 6 grandes concentrations de travailleurs et de pauvres situées aux entrées de l'agglomération de Pointe-à-Pitre !

Les grenades OF et lacrymogènes, les charges de CRS et autre F.A.R. ne suffisaient plus, l'intervention des hélicoptères non plus. On était hors de la manifestation habituelle vite et sagement remise dans le rang.

Des milliers de pauvres, de chômeurs se trouvèrent alors au premier plan de la lutte et grâce à leur détermination, le pouvoir colonial se trouva devant la perspective d'une épreuve de

force. C'est finalement lui qui capitula. Sa justice dut reculer et libérer G. FAISANS.

La poussée populaire n'a laissé d'autre choix au comité de coordination des organisations que d'aller en avant dépassant la limite des 2 journées d'action officiellement prévues. Une telle poussée a suffi tant était grande la volonté de tout un peuple de faire céder l'administration coloniale.

Mais à l'avenir, il n'est pas dit que cela suffira. Il faut s'attendre à de nouvelles explosions celles-ci sont non seulement inévitables, mais souhaitables, car pour les pauvres, pour les chômeurs jeunes ou moins jeunes, la

(Suite page 2)

DU 24 AU 29 JUILLET UN MOUVEMENT PARTI DE PLUSIEURS ORGANISATIONS QUI S'EST TRANSFORME EN FORCE PAR L'INTERVENTION DES MASSES PAUVRES

(suite de la page 1)

libération de FAISANS, qu'ils ont voulu et arrachée ne résoud pas tout. Elle ne résoud ni le cas d'autres FAISANS victimes de la justice coloniale, ni l'injustice fondamentale que sont la pauvreté et la misère. Et cette injustice est encore plus grave que celle qui touche des FAISANS ou d'autres militants anti-colonialistes. C'est une injustice profonde, sociale, celle qui frappe la grande majorité de la population dans une situation de sous-homme, de citoyen du «ghetto» pauvre, des tours de Gabarre au quartier de Boissard.

Les pauvres qui ont voulu — et ils ont eu en cela mille fois raison — la libération de G. FAISANS se sont aussi battus pour plus que cela.

Et ils ont encore bien des batailles à mener pour régler le compte de la pauvreté, de l'exploitation et changer la vie de misère qui est la leur.

Au cours des récentes journées de lutte on a vu les bien pensants, les gouvernants, les partisans de l'ordre, indignés de quelques magasins vidés par de prétendus «pillards».

C'est bien sûr tout un symbole que des voitures neuves du riche capitaliste ont servi à constituer une barricade avant d'être enflammées par des manifestants, aux applaudissements de la foule des habitants des quartiers limitrophes de Grand Camp.

Bien sûr des manifestants ont brisé quelques vitrines de magasin appartenant à des Blancs !

Et pourquoi des pauvres ne profiteraient pas du moment où ils sont en force pour exprimer les sentiments que leur inspire la richesse et la domination sociale.

D'ailleurs les biens de quelques riches Noirs ont souffert aussi au passage. Il s'agissait pour des jeunes de manifester là aussi une colère contre les humiliations venant de ces gens là.

Aujourd'hui même on veut dresser des travailleurs employés dans certains magasins contre ceux qui se sont battus pour la libération de G. FAISANS. Mais qu'une entreprise comme les grands magasins Nouvelles Galeries



Photo Guy Nouvier

fait la prétention de choisir le prétexte d'un «pillage» pour licencier ou pénaliser des travailleurs est inadmissible.

Les magasins de ce type font couramment des millions de profit, ce n'est vraiment pas le prétendu pillage qui les oblige à licencier des travailleurs, d'autant que comme tous les magasins touchés, ils seront remboursés par les assurances ou par des indemnités de l'État.

Bien sûr nous ne pensons pas que les travailleurs et les chômeurs en lutte doivent limiter leurs ambitions à ces quelques dégâts infligés à quelques riches.

C'est l'ensemble des biens des riches qu'ils doivent revendiquer, car ceux-ci, plantations, supermarchés, ou autres usines sont le produit d'un vol plusieurs fois séculaire opéré sur les pauvres.

De l'esclavage à nos jours, de nos arrière grand-pères esclaves, aux salariés et chômeurs d'aujourd'hui la chaîne ininterrompue de l'exploitation a accumulé par le vol, le pillage, dans la sueur et le sang des exploités, la montagne de biens et de richesses que les riches voudraient tenir à l'abri des exigences des pauvres.

Arracher aux riches les produits de l'exploitation, de notre exploitation, par l'action collective et non par des actes personnels ou pour la satisfaction d'un mince besoin immédiat : c'est cela l'ambition majeure des pauvres.

Cela les travailleurs le savent, tous les pauvres, les jeunes chômeurs peuvent le comprendre et agir en conséquence.

Mais pour réaliser une telle ambition, les pauvres devront s'organiser, se donner les moyens de diriger eux-mêmes

la lutte.

Car si pour cette fois, la direction unitaire du comité de coordination n'a pas été et n'a pu constituer un frein, n'empêche que par certains côtés sur certains aspects on a pu voir les limites d'une telle direction face à ce mouvement qui prenait de l'ampleur de jour en jour.

La bataille s'est arrêtée après la libération de G. FAISANS, mais pour beaucoup de pauvres les comptes à régler ne sont pas encore réglés.

Même G. FAISANS se trouve encore en France sous contrôle judiciaire. Et ici même une menace de répression probablement indirecte, voilée, hypocrite ou progressive plane sur les quartiers populaires.

Les «comptes» sociaux restent encore à régler. Et les batailles pour arriver seront dures. Les pauvres doivent se donner leur propre direction, démocratique, élue et non désignée même si c'est par 20 organisations d'accord là dessus. Les pauvres ont magnifiquement été à l'avant-garde du combat, ils doivent et ils sauront en être aussi la tête.

Aussi en se dirigeant eux-mêmes en se donnant toute forme d'organisation nécessaire à la lutte, ils se donneront ainsi les moyens d'agir indépendamment de l'existence de la coordination unitaire des organisations. Celle-ci a bien sûr certainement un rôle à jouer dans la lutte politique engagée contre le colonialisme. Mais il est normal et naturel que les pauvres en lutte se donnent leur propre direction. D'autant plus qu'ils sauront mieux que quiconque donner l'ampleur, la hardiesse et l'ambition à leur propre lutte, s'ils la dirigent eux-mêmes et s'ils se méfient de tous ceux qui veulent substituer à eux pour la direction

Les premiers à entrer en lutte parmi les pauvres pourront surtout ainsi se faire reconnaître des autres et les entraîner sur les objectifs qu'ils se donneront eux-mêmes.

On a vu que le Comité des organisations avait prévu deux jours de manifestation et que dès le deuxième jour les masses poussaient en avant interdisant toute retraite sans satisfaction.

L'action commencée le mercredi dura jusqu'au lundi.

Alors les pauvres ont tout intérêt à ne confier à personne la conduite de leur lutte. Bien au contraire ! Tout dans leur comportement a monté au cours de ces chaudes journées du 24 au 29 juillet à quel point ils étaient prêts à assumer une telle direction.

L'expérience acquise au cours de ces journées discutée, assimilée, servira sans doute dans un délai peut-être plus si long que cela.

On a vu aussi des travailleurs, des jeunes des quartiers d'immigrés, des originaires d'autres îles : Dominique, Haïti, St Domingue, se lier avec les Guadeloupéens en lutte.

Car dans la lutte l'origine nationale a disparu au profit de l'unité d'un peuple de Noirs pauvres. Et ce aussi à l'avenir les pauvres pourront l'étendre et se faire entendre de leurs frères des autres îles en dirigeant eux-mêmes leur luttes. Car il n'y a pas de raison que cette lutte reste limitée aux frontières de la Guadeloupe ou de la Martinique. Mais là aussi la conclusion indispensable pour y parvenir c'est que les Noirs pauvres créent leur propre direction dans la lutte.

Le langage de la lutte des pauvres est international. Il peut être compris quelles que soient les prétendues barrières linguistiques dressées par les colonisateurs : c'est celui de l'appropriation des richesses et de la création de l'État des pauvres !

SUITE DE L'EDITORIAL

Point Miquel, à Grand Camp, ce sont des centaines de jeunes, d'hommes, de femmes, des quartiers pauvres surtout, qui se dresseront, prêts à remettre les barrages en place, quelques minutes après qu'ils aient été défaits.

Et quand, à la suite d'intervention confuses de militants d'organisations, il leur sera demandé de quitter certains barrages le mercredi soir, les manifestants vont répondre aux militants «si vous voulez partir, partez, mais nous nous avons pris nos responsabilités et nous maintenons le barrage».

En une journée le mouvement pour la libération de G. Faisans, parti des organisations, était devenu un vaste mouvement de protestation des pauvres, de larges couches de la population laborieuse, contre l'injustice, contre le racisme officiel et sa justice.

Après cette première journée, le mouvement n'est plus retombé. Il a soutenu les barrages pendant 5 jours, jusqu'au lundi matin.

Et même lorsque, à certaines heures, il y avait moins de monde sur le barrage, les habitants des quartiers aux alentours des barrages veillaient, restaient à l'écoute des radios qui donnaient des nouvelles des barrages, Radio Tambou et Radio Inité. Beaucoup étaient prêts à sortir de chez eux en cas d'attaque.

C'est cette intervention progressive et déterminée de larges couches de la population, des jeunes des quartiers pauvres



Caraiïbe photo presse

qui, assurément, a fait reculer le pouvoir colonial.

Malgré les rodomontades des élus de la droite, en France en particulier, l'administration coloniale locale, savait qu'il n'y avait plus 1.000 ou 2.000 manifestants «indépendantistes» mais plusieurs milliers d'hommes, de femmes qui s'étaient mis debout pour manifester leur soif de dignité et crier leur colère.

AU ROND POINT MIQUEL : UN BARRAGE QUI A RESISTE A PLUSIEURS ATTAQUES DES FORCES DE REPRESSION

Le barrage de Miquel fut construit à l'initiative des jeunes et de la population du quartier de Vieux Bourg Abymes. Ce barrage, allié à la force du poignet, avec des carcasses de voitures et des voitures de l'administration (des PTT, des pompiers) fut reconstruit après deux interventions des forces armées.

Quand l'administration coloniale se rendit compte que ni les grenades lacrymogènes, ni les hommes armés ne faisaient peur à la population qui reconstruisait immédiatement les barrages, elle tenta une autre opération de destruction sur le barrage du Rond Miquel. Le samedi matin, les militaires protégés par les forces armées entreprirent de déblayer le terrain : opération spectaculaire avec des

pelles mécaniques efficaces et des camions destinés à transporter les carcasses de voiture et tout ce qui constituait le barrage.

Des centaines de jeunes et la population du quartier assistèrent aux opérations sans intervenir et chercher l'affrontement. Aussitôt que la route fut nettoyée et que les forces militaires se retirèrent, une marée humaine s'activa et en un clin d'œil le barrage fut reconstruit. Les engins les plus lourds furent tirés à bras d'homme. Une grosse voiture de pompier, en panne fut déplacée par câbles en moins d'une heure. Le nouveau barrage construit de matériaux très lourds ne pouvait plus être facilement enlevé si l'armée avait tenté de nouveau de le détruire avec des pelles mécaniques.

LE POUVOIR COLONIAL SE PREPARE TOUJOURS A L'OPERATION DE FORCE

La première réponse des autorités à la demande de la population de libérer G. FAISANS a été le déploiement des forces de répression.

Dès le mercredi soir, on annonçait l'arrivée de deux escadrons de gendarmerie de France et d'un renfort en provenance de Fort-de-France. Un nouveau renfort devait débarquer le vendredi soir. Il s'agissait surtout pour le pouvoir de disposer de troupes fraîches, sans aucun contact avec la population, et devant donc obéir sans retenue à ses ordres. Le préfet, dès son arrivée, annonçait la venue du «Francis Garnier», bâtiment de la marine militaire, habituellement basé à Pointe-à-Pitre de France.

Dans les casernes, les appelés étaient

consignés, cette mesure soulevait d'ailleurs quelques remous, car certains appelés du contingent voulaient retourner normalement dans leurs familles.

Les quais du port de Pointe-à-Pitre étaient, pour ainsi dire, investis et se transformaient peu à peu en base militaire, disposant d'une grande surface d'atterrissage pour les hélicoptères.

L'aéroport était lui aussi très surveillé des hommes armés circulaient dans les halls. Ils étaient présents jusqu'à l'intérieur de la tour de contrôle.

L'hôtel Frantel et le Lycée Camot ont été transformés en casernes et l'aéroport de Baillif en aéroport militaire.

LE DEFILE DU LUNDI : UNE MANIFESTATION POPULAIRE

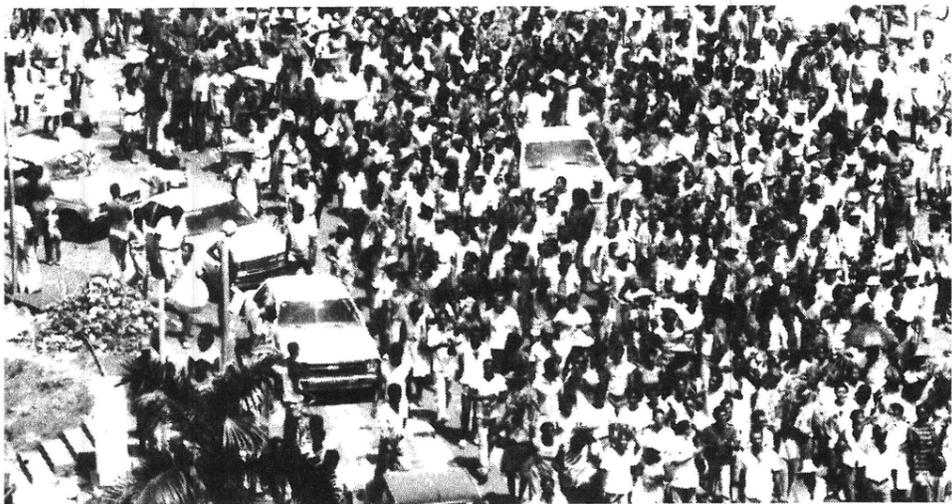


Photo Geber

Lundi matin, dès l'annonce de la mise en liberté provisoire de Georges Faisans, une véritable explosion de joie se manifesta sur différents barrages. Aussitôt des équipes formèrent pour lever les barrages et rétablir la circulation.

Vers midi, plusieurs manifestants commencèrent à se rassembler au Rond-Point quel où régnait une ambiance de fête. Son du gro-ka, des chants improvisés sur des événements étaient repris en chœur. Très nombreux des manifestants venus à pied de Destrellan avec des fleurs rouges rejoignaient Pointe-à-Pitre.

La manifestation s'ébranla difficilement à cause du nombre important de manifestants.

Près de 5.000 personnes s'étaient rassemblées. Le défilé partit du Rond-Point quel parcourut tous les quartiers populaires (Vieux Bourg Abymes, Boissard, quartier de l'hôpital) où les barrages s'étaient dressés.

Durant tout son parcours le défilé fut chaleureusement approuvé par la population renforcé par d'autres manifestants.

Cette manifestation contrôlée au départ par les organisations du comité de coordination qui formaient le cordon de tête du défilé fut rapidement pris en main par des milliers de jeunes et de la population des quartiers. Un groupe de jeunes prit la tête du défilé avec un drapeau rouge qui avait été en permanence sur le barrage de Vieux-Bourg Abymes. Il était fait d'une chemise rouge hissée sur un long bâton. Pour eux, c'était leur manifestation car ils avaient été les défenseurs téméraires et acharnés des barrages, ils étaient ceux qui s'étaient affrontés aux forces de l'ordre colonial ;

Le caractère important et populaire de cette manifestation atteste du soutien réel de la population à la libération de Georges Faisans et de sa joie d'avoir fait le pouvoir reculer. Les milliers de jeunes qui y participèrent, ceux qui en prirent la tête est la preuve que ces événements, ils en avaient fait leur affaire et pour cela, ils sont intervenus de façon plus radicale et ont fait battre en retraite les forces armées coloniales.

LES VRAIS «PILLEURS» SONT DANS LES SALONS DE LA BOURGEOISIE, PAS DANS LA RUE

Dans la soirée du mercredi 24 juillet, le barrage était toujours maintenu sur le pont de la Gabarre. Les voitures qui n'avaient pas pu franchir, avaient été laissées sur la chaussée. Des centaines de jeunes, d'hommes, de femmes, souvent venus des quartiers environnants, étaient massés autour du barrage.

C'est alors que les forces de répression décidèrent d'agir brutalement pour rétablir la circulation.

En quelques minutes, le quartier de Grand Camp fut inondé de grenades lacrymogènes. De nombreuses grenades offensives explosaient dans le ciel. En même temps les chars de CRS et gendarmes avançaient précédés d'un char anti-émeute, pour détruire le barrage.

Sur le pont de la Gabarre, ils écrasaient sur leur passage des dizaines de voitures qui étaient restées stationnées, provoquant la colère et la révolte chez les manifestants.

Ces derniers ne se laissaient pas faire pour autant. Ils refluaient certes, mais certains, souvent des jeunes très déterminés, ripostaient en envoyant des pierres sur les forces de répression qui étaient passées à l'attaque.

C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent à la hauteur du centre commercial de Grand Camp. Des roches volaient et des vitres ont volé en éclats. C'est bien de cette explosion de colère que partirent les scènes de «pillages» qui se sont développées dans les heures qui ont suivi l'attaque des forces de répression. En effet plus tard et le lendemain, des jeunes, des moins jeunes aussi, des femmes, une fois les magasins éventrés allaient se servir de ces multiples articles proposés, vantés, à la longueur de journée par toutes sortes de procédés publicitaires, mais qui sont réservés en fait à une petite minorité de la société.

Non, ce ne sont pas les riches, les nantis les privilégiés qui se bousculaient pour récupérer le matériel des magasins éventrés. Et pour cause ! Ils se sont déjà servis auparavant ! Le système capitaliste est lui-même basé sur l'exploitation, c'est à dire sur le vol effectué par les capitalistes qui accaparent une fraction du produit du travail de la classe laborieuse !

Et de plus, les capitalistes ont souvent tout le loisir, pour voler à grande échelle, ouvertement, en bénéficiant de la bienveillance de la justice et de toutes les lois faites par les riches pour maintenir leur exploitation et leur pouvoir.

Ah ! Non !, Messieurs Audebert, Viviers et autres, désignés ouvertement comme les pillers de la SODEG ou d'autres détournements de biens, de milliards, n'étaient sûrement pas parmi ceux qui ont embarqué une télévision, une paire de chaussures chez BATA, ou deux côtés gauche de chaussure. . .

D'ailleurs lorsque ces grands messieurs, notables blancs, sont mêlés à une affaire de pillage, on parle pudiquement de «détournement», même si il s'agit d'action préméditée et organisée. Et puis ils n'agissent pas par dizaines, voir certaines un jour de grande colère. Ils agissent méthodiquement avec quelques individus qui causent ou couvrent «un trou» de plusieurs milliards de centimes, comme le fameux déficit de la SODEG, ou encore celui d'Antilles Automobiles.

Alors, tout le tapage fait à propos des «pillages» de Grand-Camp n'est qu'une manière de tenter de détourner la population des vrais voleurs, en mettant l'accent sur des incidents sommé toute mineurs !

Ceux qui ont pénétré dans des magasins dont les vitres avaient été brisées ou dont les portes avaient été forcées auparavant n'ont fait que profiter d'une occasion facile pour mettre de côté une ou deux paires de chaussures, un téléviseur ou un sac de riz. Gestes dont on comprend les causes mais qui ne peuvent faire avancer les solutions.

Les travailleurs ne peuvent pas espérer s'en sortir par la débrouillardise ou par des actes individuels. C'est l'action de tous qui fait avancer la cause commune.

Ceux qui se battent contre l'exploitation et l'oppression, les travailleurs, les jeunes, toute la population pauvre tous ceux-là trouveront les moyens les plus efficaces pour exprimer leur mécontentement et leur révolte face à l'injustice, à l'oppression et l'exploitation et changer cette société.

TEXTE DIFFUSE DANS LA POPULATION LE 25/07/85

COMMUNIQUE

Le succès des deux journées d'action et de la grève générale du 25 juillet a été complet.

Celles-ci ont montré combien est grande l'indignation de notre peuple face à la politique du Racisme officiel qui a contraint Georges FAISANS à sa grève de la faim.

Le peuple de Guadeloupe pousse aujourd'hui un cri unanime :

«Libérez Georges FAISANS — il ne doit pas mourir !»

Mais le déroulement des actions sur les barrages et lors des affrontements de la nuit a montré à quel point était aussi grande la colère et le mécontentement créés par la situation économique.

Ce sont des gens pauvres, démunis, des jeunes chômeurs, sans avenir qui ont brisé les vitres des magasins et pillé certains.

Il ne s'agit pas d'actions incontrôlées mais la première manifestation d'une énorme poudre qui est prête à exploser.

Contrairement à ce que laissent entendre certains commentateurs, ce ne sont pas les organisations qui sont à l'origine de cette explosion de colère, somme toute limitée pour l'instant.

Mais il va de soi que nous ne portons pas sur ces «incontrôlés» ni le même regard, ni la même appréciation que les «défenseurs

de l'ordre» casqués, armés ou simplement installés derrière les caméras de la télévision.

C'est la société coloniale, capitaliste, raciste qui existe ici qui porte seule l'entière responsabilité des «désordres».

Ce ne sont évidemment ni les riches, ni les nantis qui ont pillé des magasins. Ils n'ont pas besoin de ce pillage là ! L'exploitation des travailleurs leur suffit ! Mais ce n'est pas eux non plus qui s'indignent de la mort lente à laquelle le pouvoir a condamné FAISANS.

Pour notre part, nous à COMBAT OUVRIER, nous appelons les jeunes, les travailleurs, tous ceux dont la colère gronde à s'organiser, à créer des comités d'action pour donner plus de force et d'efficacité à leur mécontentement.

Les quelques biens que certains peuvent éventuellement emporter ne sont qu'une paille en comparaison des milliards que les riches entassent en exploitant les pauvres. Ce n'est pas cela que les pauvres ont à gagner ! Mais tout un monde en perdant les chaînes invisibles mais réelles de l'oppression et de l'exploitation.

Liberté immédiate et sans condition pour Georges FAISANS !

MARTINIQUE

A PROPOS DE L'AFFAIRE FAISANS QUAND DARSIERES DECOUVRE LA «MECONNAISSANCE CULTURELLE» DES JUGES FRANÇAIS

La déclaration de Camille Darsières a fait grand bruit lorsqu'à la radio et à la télévision il a expliqué qu'au tribunal de Basse-terre, si les juges avaient pris une mauvaise décision, c'est qu'ils ne connaissaient pas l'impact que provoque dans les consciences martiniquaises, le coup de pied. Et Darsières a expliqué en substance qu'un coup de pied, si banal s'il est effectué en France, se révèle quelque chose de catastrophique sous les tropiques...

C'est une manière habile chez Darsières de dénoncer l'injustice flagrante dont il a été victime. Habile, quoique un peu tardive, puisque survenant après celle de toute une série d'hommes politiques de la Martinique guadeloupéens, dont Moustache et Chaux-Chevry, qui eux aussi avaient réclamé la libération de Faisans.

Mais sous couvert de «culture», c'est bien la chose que vise Darsières. Darsières, secrétaire général du PPM est en train, tout simplement, mais sûrement de préparer son discours et l'opinion publique à un nouveau remaniement, avec comme ligne de fond les prochaines échéances électorales de mars 1986.

Rappelons que depuis la venue de la gauche au pouvoir, le Parti Progressiste Martiniquais s'est montré un défenseur fidèle de la politique du parti socialiste en Martinique. Plus fidèle et en tout cas bien plus efficace que la Fédération Socialiste dont les activités militantes sont bien faibles.

Cette politique qui n'a pas apporté grand espoir à la population laborieuse a considérablement servi à la direction du PPM qui est retourné avec une confortable représentation politique au conseil général et au conseil régional. Darsières est même le dirigeant fait du Conseil Régional, dont Césaire est président.

Mais toutes les bonnes choses ont une fin. De nouvelles élections vont avoir lieu, tout laisse à prévoir que le parti socialiste, tuteur actuel du PPM va mordre la poussière en mars 1986. Défaite considérée comme inévitable même par le Parti Socialiste qui compte au mieux 25 % des voix aux élections.

D'où le problème posé à Darsières et au PPM : comment ne pas être englobé dans la déroute et conserver ce qui a été gagné ? Pour cela, il faut se démarquer du gouvernement et commencer à le critiquer. C'est ainsi que ce qui a été fait lors de la récente union des partis de gauche où les pleurs et les gémissements ont commencé à prendre place des mines satisfaites d'elles-mêmes.

Les partis de gauche ont reproché au gouvernement (à 9 mois des élections) ! de



ne pas se préoccuper des questions sociales et ont commencé à parler des risques d'explosion sociale due au chômage.

Le PPM découvrirait donc tout cela 4 ans après qu'il ait mené une politique de soutien sans faille au gouvernement, reprochant même au Parti Communiste de timides critiques. Mais les temps ont changé et il faut se préparer au changement.

En même temps, ces critiques sont prudentes ; non que le PPM se sente en quelque sorte gêné de ses prises de position gouvernementales antérieures. Pour les politiciens bourgeois et les plumitifs du style Louise-Alexandrine qui leur servent de porte-voix, aucun retournement de veste n'est trop dur à faire. Le problème c'est de le faire sans craquement. L'art du reniement de ses propres positions, c'est de faire entendre les paroles contraires sous le même air !

Pour certains c'est difficile, mais Dar-

sierières ouvre la voie et donne de la voix, s'en prenant avec des accents indignés à quelques juges réactionnaires sans dire que c'est le gouvernement de Mitterrand qui appointe ces juges, qui nourrit les gardes-mobiles et entretient les prisons coloniales.

En préparant cette nouvelle politique le PPM se prépare à se mettre en congé de soutien sans faille au gouvernement.

Croire que cette politique puisse servir en quoi que ce soit les travailleurs serait bien naïf. Le PPM veut un morceau du pouvoir en Martinique, et peu lui importe la manière dont ce pouvoir lui arrive, ce qui compte c'est d'être à la mangeoire. Et pour mener une politique qui de toute façon ne représente en rien les intérêts des travailleurs, mais ceux de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie martiniquaise.

Jacques BRUEL.

LES SAINTES EXTRAIT D'UN TRACT PUBLIE PAR LE COMITE DE VIGILANCE ET D'ACTION DE LA JEUNESSE SAINTOISE

NOUS PUBLIONS CI-DESSUS UN EXTRAIT D'UN TRACT DU COMITE DE VIGILANCE ET D'ACTION DE LA JEUNESSE SAINTOISE. SIGNALONS QUE DEPUIS LA SOCIETE KATRA A DU RECULER DEVANT LES PROTESTATIONS DE LA POPULATION !

«SOUTIEN AUX HERITIERS ALEXIS»

Il y a de cela quelques jours, exactement le mardi 16 juillet, la population de Terre de Bas fut le témoin d'une scène émouvante, où elle assista à une tentative brutale de vol des terres d'une famille de l'île. En effet, la société KATRA «champion des travaux gâchés» exécuta l'ordre du maire qui consista à s'emparer des terres des héritiers ALEXIS et ceci de manière totalement illégale. Le chef blanc, donna l'ordre aux ouvriers munis de bulldozers de pénétrer sur les terres et ceci en dépit de la protestation de la propriétaire âgée de 74 ans. Munie de bouteilles, cette dame avec un courage incommensurable ne manqua pas de donner un exemple de bravoure à la population de Terre de Bas. Cette agression était un coup monté, le maire ayant subitement disparu, la mairie étant fermée, garde champêtre et gendarmes brillent par leur absence.

Nous lançons un appel à la jeunesse afin de dénoncer tous les méfaits, atrocités, gaspillages et magouilles dont la municipalité est l'auteur.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal
Combat Ouvrier pour une période
de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-
à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

S/C Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97156 POINTE-A-PITRE CEDEX

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à

COMBAT OUVRIER

M. DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

51728

MARTINIQUE EDF

UN SUCCES DES TRAVAILLEURS APRES DEUX JOURS DE GREVE

Lundi 22 Juillet et mardi 23, les travailleurs des deux centrales électriques de Martinique, à Bellefontaine et à Pointe des Carrières ont fait grève pour imposer leurs revendications, dont la principale était l'embauche de personnel supplémentaire à la centrale de Bellefontaine. Cette grève fait écho à celle du mardi 9 juillet déclenchée à Bellefontaine pour le même motif.

Le problème des effectifs a toujours été important à EDF-Martinique. L'état sous-équipé de l'île implique une multiplication des tâches comme la mise au pied du réseau, ou le raccordement au réseau des nouveaux abonnés.

De plus, le matériel est vétuste et de mauvaise qualité, notamment au niveau des pompes, ce qui entraîne des pannes fréquentes et autant de surcroît de travail.

Mais la coupe a débordé avec l'installation de la nouvelle centrale à Bellefontaine. Toujours menant une politique d'austérité forcée, la direction d'EDF-Martinique,

ayant le soutien en cela de la direction régionale des D.O.M. a voulu que la centrale ouvre en employant le moins possible de personnel. Le plan même étant de faire «basculer» le personnel de Pointe des Carrières sur Bellefontaine, c'est-à-dire de ne pas procéder aux embauches nécessaires.

C'est donc un combat incessant qu'ont dû mener ceux de Bellefontaine afin que l'on recrute des travailleurs. Et la grève des 22 et 23 juillet est la dernière phase du combat pour contraindre la direction à recruter.

La principale revendication était donc l'embauche de 21 personnes supplémentaires. Mais contrairement à la fois précédente, ce sont les deux centrales qui ont mené le mouvement. Dans chacune de ces centrales, un comité de grève a été mis sur pied, et ce sont ces comités de grève qui ont dirigé le mouvement au niveau de chacune des centrales. Par contre, au niveau de la négociation avec la direction, cela s'est fait au niveau de la direction du syndicat, même si les mem-

bres du comité de grève participaient aux discussions.

Dès le premier jour les coupures ont été nombreuses et les patrons ont protesté contre le fait que les entreprises aient été touchées. Pour ces messieurs, tout devrait se passer comme si, en faisant la grève, les travailleurs ne devraient pas les gêner. Bien entendu, les grévistes n'ont tenu aucun compte de ces recriminations, et dès le lendemain, mardi, la grève reprenait de plus belle.

C'est sans doute la détermination des travailleurs d'EDF qui a contraint la direction à reculer et accorder 13 postes sur les 21 demandés : ce qui était irréaliste et déraisonnable selon la direction est devenu d'un seul coup possible. La grève était passée par là.

Compte tenu de ce résultat, les grévistes ont décidé d'arrêter leur mouvement, satisfaits d'avoir pu faire reculer EDF-Martinique